

La Lettre

La Lettre de Solidarité Laïque

Prix : 5€ - 2^e trimestre 2015 n° 49

**Solidarité
Laïque**

Éduqués aujourd'hui, plus libres demain

Dossier

Les exclusions en France



© DR

Centre de loisirs

14,3%

taux de pauvreté en France.

35 à 40%

des Français ne partent jamais en vacances.

140 000

décrocheurs scolaires en France.

350 milliards

d'euros d'évasion fiscale détenus par des Français dans des paradis fiscaux dont la moitié en Suisse.



Dominique Thys
Président de
Solidarité Laïque

Edito • Enclencher une dynamique positive.

Plusieurs mois après les attentats de janvier, l'onde de choc est toujours présente. Si la mobilisation massive a permis l'expression d'un rejet des différentes formes d'obscurantisme et de racisme, elle n'a pas pour autant gommé les maux qui frappent notre pays, au plus profond de lui-même, à savoir les différentes formes d'insécurité - économiques, sociales, culturelles - vécues ou ressenties par nombre de nos concitoyen/ne/s. Les trois conjuguées mettent à mal notre capacité à vivre ensemble, notre pacte républicain, notre cohésion sociale. La mobilisation était nécessaire et va permettre - devrait permettre - une co-construction effective et cohérente de nouvelles politiques publiques à même de redonner espoir aux plus vulnérables d'entre nous.

Certes, il faut se garder de la tentation du « déclinisme » ambiant et par là même nourrir le propos de ceux qui se font les chantres du soi-disant suicide français. Mais force est de

constater que les différents plans de lutte contre les inégalités, les injustices n'ont pas atteint leurs objectifs, même si l'on peut constater une montée en charge globalement positive de mise en œuvre des principaux engagements du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale*.

Développer une culture de la laïcité, renforcer l'apprentissage de la citoyenneté, favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des publics vulnérables demande des moyens, certes, mais demande surtout de travailler en réseau pour enclencher une dynamique positive et vertueuse. C'est ce à quoi travaille Solidarité Laïque, avec ses organisations membres et partenaires, en France comme à l'international.

2015, année de lancement des objectifs du développement durable, se doit être celle de l'espoir. A nous, citoyen/ne/s de le transformer en réalité.

* IGAS. Janvier 2015. Evaluation de la 2eme année de mise en œuvre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.



Sommaire **Actions - p. 2**
Agir dans le monde arabe pour la paix

Dossier - p. 3 à 6
Les exclusions en France

Actualités - p. 7
2015, une année de changement pour l'éducation

Agir dans le monde arabe pour la paix

Le monde arabe bouge et Solidarité Laïque agit avec les sociétés civiles pour une meilleure prise en compte des aspirations des populations et principalement des jeunes, que ce soit au Liban, au Maroc ou en Tunisie.



Enfants du Maroc

Le monde arabe est entré depuis 2011 dans une période de transition à inconnues multiples. Sociétés longtemps sous la coupe de régimes autoritaires, elles sont fortement inégalitaires et fracturées. Inégalitaires du point de vue social, économique et territorial ; fracturées entre élites captant la majorité des richesses, classes moyennes frustrées de toute capacité de progression sociale, et classes populaires nombreuses, pauvres, frappées par un chômage massif ou trouvant le plus souvent leurs voies de survie dans des emplois clandestins, mal payés, non protégés. Et pour les jeunes générations qui représentent la moitié de la population, ces difficultés en sont démultipliées.

Tout cela a été au cœur des révolutions qui ont secoué tour à tour nombre de pays de cette région. Solidarité Laïque agit dans le monde arabe depuis de longues années. Au Liban déjà, en appui à une association locale qui œuvre pour la paix et la capacité des Libanais à vivre ensemble au-delà de leurs différences. Puis au Maghreb surtout. Au Maroc depuis 2002 et en Tunisie depuis 2011.

Face aux défis de cette région, la stratégie d'action de Solidarité Laïque se décline autour des principes suivants : la jeunesse comme actrice des politiques de développement ; la société civile organisée renforcée pour agir au plus près des populations les plus défavorisées ; l'action concertée et pluri acteurs.

La jeunesse au cœur des programmes

La jeunesse tout d'abord. Elle est au cœur des programmes et selon un principe d'action intergénérationnelle pour lui permettre de participer au débat public et ainsi accomplir sa citoyenneté dans la société et non pas à côté. Les programmes ne sont pas des programmes de jeunes pour jeunes,

mais des programmes d'insertion citoyenne, sociale et économique pour et avec une génération qui construira le Maghreb de demain.

La société civile organisée, comme outil de mobilisation et de participation citoyenne élargie au-delà des seules élites, pour l'élaboration de politiques publiques plus justes. En complément de l'action de l'Etat, renforcée dans ses capacités d'action, d'interaction et d'interpellation.

L'action concertée pluri acteurs pour l'apprentissage du dialogue entre Etat et société civile. Pour renforcer la culture de l'action collective, seule garante d'efficacité et d'impact sur le long terme. Pour constituer un espace de pratique démocratique.

Au Maroc, Solidarité Laïque a coordonné un programme concerté qui a réuni plus de 100 organisations, divers ministères publics et collectivités territoriales. Programme qui a bénéficié à plus de 20 000 jeunes au travers de 80 projets, et a permis la structuration d'un réseau marocain d'associations de jeunesse pour pérenniser son esprit et ses actions. En Tunisie depuis 2011, Solidarité Laïque, avec plus de 40 organisations, agit selon la même méthode pour la réduction des inégalités, en partant de diagnostics partagés entre citoyens, associations, syndicats et autorités publiques, sur les difficultés vécues par les populations ciblées pour permettre le développement de réponses adaptées. Ce programme termine sa phase pilote pour s'engager, fin 2015, dans un processus plus long passant des diagnostics à l'action collective.

Face aux inégalités et aux troubles nombreux que vit cette partie du monde, agir pour le dialogue multi acteurs, pour l'insertion des jeunes et pour la réduction des inégalités, c'est pour Solidarité Laïque, sa contribution à la paix.

Conseils de jeunes des deux rives

Dans le cadre du programme au Maroc, divers échanges de jeunes ont été organisés entre les conseils de jeunes et d'enfants en France et des conseils de jeunes soutenus au Maroc. En partenariat avec l'Anacej* et le Remajec**, une table ronde a été organisée avec la ville d'Evry et son conseil de jeunes en novembre 2014, en présence de jeunes du Maroc. Elle a permis d'aborder le sujet du rôle des jeunes des deux rives de la Méditerranée, dans la construction de nos démocraties.

* Anacej : Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes

** Remajec : Réseau marocain de jeunesse et de concertation

Dossier

Les exclusions en France



Pour une éducation équitable, inclusive et de qualité.

De nombreuses études le démontrent, les inégalités s'accroissent, économiques bien sûr, mais également sociales, culturelles, scolaires, affectives et territoriales. Certes la pauvreté est aussi ancienne que l'Homme en société et elle a toujours été combattue – plus ou moins sincèrement et à coup sûr inefficacement – par des regroupements d'individus portés par un idéal d'origine confessionnelle pour les uns, de volonté d'émancipation des hommes et des femmes, et de la société pour les autres... Et plus tard par l'Etat, du moins en France, mais pas seulement, porteur d'une volonté de justice sociale et au nom de l'intérêt général.

Selon les périodes et les politiques mises en œuvre, les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances, même si des progrès importants ont pu être réalisés (santé, éducation...). Ce creusement des inégalités a fissuré le pacte républicain et démocratique issu du Conseil national de la Résistance. Il en est résulté une crispation identitaire qui prend aujourd'hui deux visages : les replis communautaristes et le racisme.

Décalage entre le « dire » et le « faire »

Le plus surprenant est le décalage croissant entre le « dire » et le « faire ». Qui ne déplore pas cet accroissement des inégalités, qui ne s'offusque pas de l'accumulation de richesses de quelques ultra-riches, qui n'est pas effrayé par l'opacité

de la finance mondialisée et de ses paradis fiscaux ? Personne ou si peu, au point qu'il faut s'interroger sur la place de l'action des politiques publiques dans les règles de l'organisation de nos sociétés. Les « mesurette » prises aux plans national et international pour éradiquer ces dysfonctionnements qui mettent en péril la démocratie ne sont pas à la hauteur des enjeux. Pas plus à New York qu'à Davos ou encore à tel sommet du G 20.

Pourtant, ces enjeux mondialisés démontrent qu'il n'est plus possible de concevoir une politique et un projet de société au seul niveau de l'Etat-nation comme le préconisent certains partis politiques français, européens ou nord-américains. Les enjeux devenus globaux impliquent une gestion supranationale, concertée et cohérente qui ne sera effective que si les citoyens arrivent à lutter contre les dérives autocratiques et à exiger un renouvellement des pratiques démocratiques y compris par la force de l'exemple et de la démonstration en son sein.

Comme piste de réflexion, et d'action, il faut sans doute mieux croiser notre rapport à l'altruisme et à l'altérité pour en dégager une complémentarité forte qui a fait défaut jusqu'ici. Autrement dit c'est remettre l'Homme et la Femme au cœur d'un projet de société globale. Cela passe principalement par l'éducation !

L'éducation est fondamentale

Dans une société où l'exclusion devient une pratique de plus en plus courante, où les bénéfices des actionnaires passent avant les salariés et les emplois, l'école doit montrer une autre voie en incluant et en étant son propre recours pour ne laisser aucun élève sur le bord du chemin. L'école doit préparer le futur citoyen à ses responsabilités et à accepter les autres dans leurs différences. Quelques exemples ici et là.



Le choix de l'école inclusive !

Le constat est rude, même s'il est connu depuis déjà pas mal d'années, notre système éducatif laisse 140 000 jeunes en sortir sans aucun diplôme. Environ 640 000 jeunes de 18 à 24 ans restent en dehors de tout dispositif de formation, soit 9,7% de la tranche d'âge correspondante.

La lutte contre le décrochage scolaire est un enjeu humain, un défi social qui doit être relevé par la collectivité.

Depuis la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école (juillet 2013), différentes mesures ont été prises par le ministère de l'Éducation pour faire de l'école de la République une école réellement inclusive, notamment par l'instauration d'un nouveau socle de connaissances et de compétences, de nouveaux programmes articulés à la logique du socle. Les dispositifs « plus de maîtres que de classes » et la redynamisation des partenariats remet un peu plus dans le jeu les associations complémentaires de l'école. Une attention particulière est portée à la scolarisation des enfants dès le plus jeune âge, aux enfants en situation de handicap et aux enfants allophones (familles itinérantes et de voyageurs).

Les intentions sont bonnes, elles devront trouver leur réalisation pratique et effective sur le terrain dans les projets

éducatifs territoriaux, conçus comme un projet philosophique, social et politique pour enfin que tout un chacun apprenne à apprendre.

Toute initiative qui lutte contre le décrochage scolaire et qui s'inscrit dans les défis et enjeux évoqués ci-dessus doit être soutenue.

S'accrocher c'est possible !

Dans ce groupe, dix « décrocheurs » de 18 à 21 ans, sans formation, sans emploi et sans projet de vie établi. Tous sont issus de quartiers défavorisés des 3^{ème} et 7^{ème} arrondissements de Lyon.

Le projet, porté par le groupe avec ses encadrants, consiste à croiser processus d'insertion sociale ici et une action de solidarité à l'international. Le groupe s'est donc rapproché d'une association lyonnaise impliquée au Burkina Faso depuis plusieurs années et l'idée d'un chantier est née. Suit alors un séjour de vie en commun de trois jours dans la région lyonnaise avec organisation de tous les aspects de la vie quotidienne (gestion d'un budget, courses, rangement...). Trois mois plus tard, le chantier se déroule dans de bonnes conditions au Burkina Faso, en lien étroit avec les encadrants et les jeunes burkinabé d'un orphelinat de la région de Koudougou.

L'initiative est soutenue par un appui

microprojet de 3 000 € (volet international) et par une dotation ANCV de 2 000 € (volet France).

La cohésion pour lutter contre le décrochage scolaire

Le lycée professionnel Adrien Pâris de Besançon a organisé un séjour éducatif « de cohésion » pour 60 adolescents scolarisés et en risque de décrochage scolaire (absentéisme, violences verbales, actes d'incivilité ...) avec le soutien de plusieurs partenaires. C'est le centre PEP d'Aisey-Richecourt en Haute-Saône qui a accueilli les jeunes et leurs enseignants. Adossé à l'organisation de 3 journées d'accueil à la rentrée, à des groupes d'expression, à un tutorat des élèves, au dédoublement des cours, ce séjour, bien préparé, a permis de diminuer les incivilités et des violences au sein de l'établissement.

Les activités organisées durant ce temps « au vert » ont été pensées en lien avec la formation des jeunes mais abordées sous forme ludique avec les enseignants et la coordinatrice. Un fort accent a été mis sur le vivre ensemble et la citoyenneté à partir des rencontres sportives, artistiques, cinématographiques...

L'initiative est soutenue par un micro projet de 2 200 €.

Le droit aux vacances ? ...Peut mieux faire !

Le droit aux vacances n'est pas une réalité pour tout le monde. Les plus démunis, mais aussi les jeunes et les seniors en sont de plus en plus exclus ; 35 à 40% des Français ne partent jamais, selon la Caisse nationale d'allocations familiales. Partir ou ne pas partir en vacances reste très fortement lié au niveau de vie, à l'âge et à la position sociale. L'accès aux vacances du plus grand nombre est devenu un indicateur social et un signe d'intégration dans la société. Parce que les vacances répondent aujourd'hui à un schéma de norme sociale et culturelle, ne pas partir en vacances c'est être exclu de la société et ne pas être en capacité d'exercer pleinement sa citoyenneté. Il apparaît donc clairement que le droit aux vacances est inégal. Autres freins au départ : les résistances

psychologiques. Pour des personnes qui n'ont jamais quitté leur univers quotidien pour des raisons financières ou sociales, le départ est une véritable aventure, et parfois source d'inquiétude : préparer un voyage, peur de se retrouver dans un environnement différent avec des personnes que l'on ne connaît pas...

Favoriser le départ en vacances des personnes ou familles vulnérables est un enjeu majeur pour les organisations de tourisme social tant du point de vue de l'accès, du statut des travailleurs et de l'aménagement du territoire. Beau programme pour mettre en œuvre la déclaration « *Un monde pour tous* » adoptée par l'Organisation internationale du tourisme social (à télécharger sur : www.destinationspourtous2014.com)



Favoriser l'intégration

Le projet pédagogique du centre social Valentigney est situé dans un quartier classé en zone ultra sensible de la commune Des Buis, dans le Doubs (25). Il a pour finalités de favoriser l'intégration sociale et professionnelle des hommes d'origine étrangère et de lutter contre les inégalités entre les individus.

Pour cela, le centre social met en place différentes activités autour de la socialisation, de la mixité de genre au sein de la structure afin de favoriser le lien social entre ses usagers.

L'approche pédagogique utilisée est celle de faire participer effectivement les hommes à la vie de la structure, de leur permettre l'acquisition de savoirs pour favoriser leur intégration et leur autonomie dans la vie quotidienne et enfin de permettre, à ceux en situation d'emploi, d'évoluer dans leur entreprise.

Les actions proposées, après la réalisation d'un diagnostic de territoire, vont de la mise en place d'ateliers sociolinguistiques à des cours d'alphabétisation en soirée et d'ateliers mixtes (Hommes/Femmes) en journée.

L'initiative est soutenue par un appui micro projet de 2 000 €.



Observatoire
des inégalités

Le rapport sur les inégalités soutenu par un grand nombre d'experts

30 mars 2015 - Le premier rapport sur les inégalités en France est en cours d'élaboration. Sociologues, économistes, juristes, anthropologues, un grand nombre de chercheurs soutiennent l'initiative de l'Observatoire des inégalités. Thomas Piketty, Hervé Le Bras, Michael Forster, Denis Clerc et bien d'autres... Le rapport sur les inégalités en France actuellement en préparation est soutenu par un grand nombre d'experts, de l'économie à la sociologie en passant par la philosophie. Beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs soutenu dès 2003, l'Observatoire des inégalités alors qu'il n'en était qu'à ses débuts. Si l'Observatoire des inégalités cherche à toucher le plus grand nombre, il nourrit ses données et analyses des travaux de nombreux scientifiques. Par ce geste de confiance, ils témoignent de l'importance de la question des inégalités pour l'ensemble des sciences humaines et appuient le travail de l'Observatoire pour lutter contre les inégalités qui menacent le modèle social français. Il va de soi que ces soutiens à une telle démarche ne témoignent pas nécessairement d'une adhésion totale de leur part à ce qui est publié sur le site Internet de l'Observatoire ou de ce qui le sera dans le rapport. La variété des soutiens qui sont témoignés et le pluralisme de l'Observatoire des inégalités impliquent d'ailleurs nécessairement des analyses divergentes qui font d'ailleurs la richesse du débat. De la même façon qu'il est indépendant de tout parti politique ou entreprise, l'Observatoire des inégalités ne s'inscrit dans aucune école de pensée particulière.

**Pour contacter l'Observatoire
des inégalités :**
06 08 71 95 72
contacts@inegalites.fr

Interview de Nadia Bellaoui

« Les associations ont un rôle d'innovation sociale à jouer. »



© DR

Nadia Bellaoui est secrétaire générale adjointe de la Ligue de l'enseignement et présidente du Mouvement associatif qui fédère plus de 600 000 associations réunies autour d'une vingtaine d'organisations thématiques et des plateformes régionales.

En tant que présidente du Mouvement associatif, et donc en lien avec les associations proches du terrain, observez-vous une insécurité sociale, la montée d'un sentiment d'exclusion ?

Les associations sont en effet en première ligne pour observer la montée des inégalités. Mais plus que de simples observatrices, elles alertent et agissent au quotidien pour lutter contre cette « insécurité sociale » qu'il s'agisse d'insertion par le logement, de lutte contre la précarité des parents isolés ou pour l'accès aux droits sociaux des jeunes, etc.

Dans un contexte général tendu, de difficultés économiques et sociales, le nombre de créations d'associations est toujours à la hausse, c'est un bon signe qui témoigne malgré tout d'un élan de solidarités et d'une recherche de liens sociaux.

La France compte un million d'associations. Plus de 16 millions de Français y sont bénévoles et près de deux millions de salariés y travaillent.

Quel rôle le secteur associatif a-t-il alors à jouer ?

La raison d'être des associations n'est pas seulement de pallier les manques d'un Etat qui ne jouerait pas assez son rôle de redistribution. Les associations ont un rôle d'innovation sociale à jouer. Le Mouvement associatif vient ainsi de récompenser quatre associations pour la qualité de leurs actions en faveur de la qualité de l'emploi. Parmi elles, nous avons eu un coup de cœur pour une association alsacienne qui « crée des solutions » pour les personnes handicapées après un accident.

Dans un contexte où la collectivité a tendance à se désengager, les dispositifs innovants (colocation, mise à disposition de véhicules adaptés...) et 'empathiques' sont essentiels. Les associations proposent aussi des modèles de gouvernance qui impliquent pleinement les salariés dans le développement de l'asso-

ciation ou simplement ont un grand sens de la responsabilité sociale. C'est le cas d'« Action basket citoyen », une association d'éducation par le sport qui a mis en place une stratégie de pérennisation de ses emplois aidés et qui a monté des partenariats avec d'autres clubs pour ne proposer que des temps pleins à ses salariés. Les associations peuvent donc clairement répondre de façon fine aux différents besoins sociaux, lutter contre les exclusions mais aussi tisser du lien et apporter des solutions concrètes.

Que pensez-vous de la proposition du gouvernement pour penser le « post-Charlie » notamment sur la montée en charge du service civique ?

Cela vous paraît-il suffisant, pertinent ?

Il est illusoire de penser qu'un seul dispositif, aussi ambitieux soit-il, puisse répondre aux maux d'une jeunesse qui n'a plus confiance dans les institutions qui la dirigent et dans une société qui n'est pas capable d'offrir un emploi à tous ses jeunes. Je suis en revanche persuadée qu'une société qui s'engage est une société qui va mieux et que le service civique peut en devenir le point de passage obligé. Aujourd'hui, une mission est offerte pour trois à quatre demandeurs (35 000 contrats de service civique pour 120 000 demandes).

Servir l'intérêt général, goûter au collectif, exercer et valoriser sa citoyenneté dans le respect des autres sont autant de remparts contre l'intolérance. Le service civique peut, en ce sens, être un outil d'intégration dans l'espace public, d'ouverture à des enjeux de société et de renouvellement des valeurs républicaines.

Les associations qui accueillent plus de 80% des jeunes en service civique ont donc une grande responsabilité vis-à-vis des jeunes et de la société toute entière.

Actualités

■ Droits de l'enfant : Solidarité Laïque milite dans les territoires

Initié en 2014, Solidarité Laïque poursuit son cycle de conférences et d'animations pédagogiques partout en France en partenariat avec ses organisations membres et ses délégations départementales. L'objectif est de sensibiliser les enfants, les jeunes et le grand public sur les droits de l'enfant et l'existence d'une convention internationale et encourager leur expression pour la porter au plus haut niveau dans nos actions de plaidoyer.

Aussi, Solidarité Laïque est intervenue auprès de classes à Vendôme le 24 mars, suivi d'une conférence autour des 25 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant en présence de Geneviève Avenard, Défenseuse des enfants – adjointe du Défenseur des droits. Des temps d'échanges avec des enfants et des jeunes ont également été organisés à Limoges suivis d'une conférence sur le droit à l'éducation ici et là-bas, le 3 avril dernier. Enfin, Solidarité Laïque est également intervenue le 1er avril à Vesoul sur ces

questions dans le cadre d'une formation auprès de futurs animateurs.

D'autres actions sont envisagées sur Marseille, la Rochelle, Gap, Moulins...

Si vous aussi, vous êtes intéressés pour organiser un temps d'animations dans votre territoire sur les droits de l'enfant, n'hésitez pas à contacter Florine Pruchon à Solidarité Laïque :

fpruchon@solidarite-laique.org.



■ 2015 une année de changement pour l'Education !

2015, c'est l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement mais également des objectifs de l'Education pour tous fixés en 2000 à Dakar. Les calendriers internationaux convergent vers l'adoption en septembre prochain d'objectifs universels de développement durable pour 2015-2030, pour réduire les inégalités planétaires et préserver la planète. C'est à cette période charnière que Solidarité Laïque, en tant que chef de file, lance une coalition élargie au-delà de son collectif, autour d'un but commun : défendre plus visiblement le droit à l'éducation et ses enjeux auprès de la représentation nationale pour une

meilleure prise en compte de l'éducation dans les politiques françaises de coopération, et auprès du grand public. Ont répondu à cet appel des membres de Solidarité Laïque (la ligue de l'enseignement, les syndicats CGT-FO, Sgen-CFDT, SNUipp, Unsa Education) et d'autres ONG du secteur (Aide et Action, Plan international France, Handicap International). Cette coalition a pour vocation à fédérer largement les acteurs en France du droit à l'éducation.

Elle sera aussi le relais de la Campagne mondiale pour l'éducation, campagne internationale de plaidoyer, dont Solidarité Laïque est membre depuis 2004.

■ Solidarité Laïque au FSM

Le forum social mondial (FSM) s'est tenu à Tunis, du 24 au 28 mars 2015. Ce forum s'est ouvert par une marche symbolique qui a conduit les participants devant le musée du Bardo, pour marquer leur solidarité et leur soutien aux Tunisiennes et aux Tunisiens qui se sont levés pour protester contre le terrorisme et affirmer leur volonté de vivre ensemble, debout ! Solidarité Laïque y était présent, tenant son comité de pilotage du programme concerté pluri acteurs (PCPA) Tunisie, Soyons actifs/actives, les samedi et dimanche qui ont précédé. Plusieurs organisations membres du PCPA étaient parties prenantes de ce FSM, en organisant des conférences ou en participant aux différentes activités qui ont ponctuées le forum. Solidarité Laïque y a organisé un atelier: « la contribution de la



démarche pluri acteurs à la réduction des inégalités d'accès aux droits économiques et sociaux ». A l'occasion de cette table ronde, syndicalistes, acteurs de la société civile et représentants institutionnels ont partagé leurs analyses sur les enjeux de la mise en œuvre des principes de la décentralisation et de la démocratie participative inscrits dans la nouvelle constitution tunisienne et les conditions de dialogue entre les acteurs que cela nécessite.

En bref

> La prochaine rentrée solidaire se fera pour et avec les écoliers et enseignants du Mali !

Rendez-vous dès l'été pour les contenus pédagogiques et en septembre à la rentrée pour entamer les démarches de collecte de fournitures scolaires neuves mais aussi d'animations pédagogiques pour découvrir la situation de l'éducation au Mali, dans un contexte de reconstruction et de réconciliation, et faire apprendre aux élèves et aux jeunes concrètement la solidarité internationale par l'action.

www.uncahier-uncrayon.org

> Altermondes : le lire, c'est déjà agir !



En 2014, Solidarité Laïque a décidé de rejoindre cette coopérative de presse comme

40 autres ONG, une trentaine

de journalistes engagés et une centaine de lectrices et de lecteurs. Aujourd'hui, ce titre de presse a besoin de nouveaux abonnés pour continuer l'aventure. Peut-être ferez-vous partie de ses nouveaux soutiens ? Il vous en coûtera entre 25 et 39 euros selon la formule. Coût annuel, bien sûr !

www.altermondes.org

> Course des Héros



Eduqué·s aujourd'hui, plus libres demain

L'éducation est la clé du développement ! Le 21 juin, participez à la Course des Héros avec Solidarité Laïque en courant ou en soutenant nos coureurs.

www.solidarite-laique.org

Pour la deuxième année, Solidarité Laïque participera à la « Course des Héros » le dimanche 21 juin au Parc de Saint Cloud. Notre objectif minimum est de doubler à la fois le nombre de participants et le montant de la collecte.

Pour passer à l'action, prendre contact avec Majda Devienne au 01.45.35.13.13 ou mdevienne@solidarite-laique.org

Organisations membres de Solidarité Laïque : Les associations : ADOSEN • ANIMAFAC • ASL • AFEV • ALEPPA • APAJH • CEMEA • DDEN • EEDF • ENTRAIDE ET SOLIDARITE DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE • ENTRAIDE UNIVERSITAIRE • FAS • FCPE • AROEVEN • FGR • FTICR • FRANÇAIS DU MONDE-ADFE • GODF • GLMU • GCU • GREF • JPA • LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT • MAIF PREVENTION • ARTS ET VIE • DROITS HUMAINS • CMR • FRANÇAS • PEP • LDH • MAE PREVENTION • MLF • OMEP

Les coopératives : CASDEN • CME • OCCE

Les fondations : FONDATION GROUPE CHEQUES DEJEUNER • FONDATION MACIF

Les mutuelles : MAEE • LMDE • MAIF • MAE • MGEN • MUTUELLE DES MOTARDS

Les syndicats : CGT-FO • FSU • SE-UNSA • SGEN-CFDT • SI-ENSA UNESA EDUCATION • SNUIPP-FSU • UNSA • UNSA EDUCATION



L'Éducation, c'est construire demain.

Comment favoriser le mieux vivre ensemble ?
 Comment rendre possible l'égalité des chances ?
 Comment lutter contre les exclusions ?



L'ÉDUCATION !

Solidarité Laïque, depuis 59 ans, favorise l'accès à l'éducation de toutes et tous.

Nous agissons dans plus de 20 pays pour permettre aux exclus d'accéder à ce droit essentiel : filles, enfants en situation de handicap, familles démunies.

L'éducation est un droit qui permet d'accéder à tous les autres : droit à la santé, à l'autonomie économique, à la vie sociale et citoyenneté, aux vacances. Donnez cette chance aux générations présentes et futures.

▼ Retournez vite votre bon de soutien ▼



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe réponse jointe sans l'affranchir)



OUI, je renouvelle mon soutien aux programmes menés par l'association en France et dans le monde cette année, et **je fais un don de :**

30€ **40€** 50€* 70€ 100€ À ma convenance :€

► Merci de m'adresser à l'adresse ci-dessous le **reçu** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce versement.

Vos avantages fiscaux

66% de déduction fiscale*

| Vous donnez | Déduction | Coût réel |
|-------------|-----------|-----------|
| 50 € | 33 € | 17 € |

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

Je souhaite recevoir la **newsletter Internet** de **Solidarité Laïque**.

(Facultatif) Email :

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66%, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à **Solidarité Laïque**. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit transmise à nos partenaires, cochez cette case .